

« LA BELGIQUE, MODÈLE POUR LA CATALOGNE »

Le germanophone Karl-Heinz Lambertz, président du Comité européen des régions, invoque notre processus de négociation pour sortir de la crise espagnole. L'horizon, selon lui, n'est autre qu'un rapprochement entre l'Europe et ses populations.

PAR OLIVIER MOUTON

Il y a le feu, au cœur de l'Europe. Dans les couloirs bruxellois du Comité des régions, l'organe consultatif qui les représente au sein de l'Union, la question catalane domine toutes les conversations. Forcément. Car la tension est vive entre la Catalogne et Madrid, et l'issue du bras de fer incertaine. « L'agenda catalan n'est pas bon, regrette un fonctionnaire. Ils sont fous de vouloir l'indépendance alors que toutes les énergies européennes sont concentrées vers la recherche d'unité. » Les contacts se multiplient pour circonscrire le foyer d'incendie. Le président du gouvernement basque, Iñigo Urkullu, a tenté de forcer une médiation auprès de Madrid. Sans succès. Selon nos informations, il a dès lors écrit au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, pour demander une intervention proactive de l'Union car la stabilité d'un Etat membre est menacée et, dès lors, la stabilité de l'Union elle-même. Mais l'Union ne sera pas médiatrice : l'Espagne n'en veut pas, considérant qu'il s'agit d'une affaire intérieure. Un

fameux blocage.

Le socialiste Karl-Heinz Lambertz, président du Comité européen des régions depuis juillet dernier, n'en perd pas sa contenance. « Cela ne brûle pas plus ici que là où j'ai passé vingt-quatre années de ma vie, au gouvernement germanophone », sourit-il. Cette crise, il ne le nie pas, est « aiguë ». « Il faut avoir la volonté de se mettre autour de la table et de trouver une issue positive. Faute de quoi, on se retrouverait dans une situation insoluble comme Chypre ou Israël et la Palestine... » Mais ce bras de fer catalan peut aussi être salutaire car il démontre la thèse de cet autonomiste convaincu : il est indispensable d'écouter les désirs des peuples et, surtout, de mener une politique au plus proche des gens. C'est la seule issue pour une Europe en crise.

« Prendre la Belgique en exemple »

La crise espagnole n'est-elle pas un échec de l'Europe ? Il faut analyser ce cas avec nuance, préconise Karl-Heinz Lambertz. « La Catalogne a fait tout un chemin vers plus d'autonomie depuis l'époque du président Jordi Pujol (NDLR : à la tête de la communauté de 1980 à 2003). Elle a négocié intelligemment avec l'Etat espagnol. Mais depuis la grande réforme de 2006, en partie recalée par le Tribunal constitutionnel en 2010, la communication entre Barcelone et Madrid est morte. Il n'y a plus eu de progrès. Cela a abouti à ce que nous avons vécu : un référendum controversé sur une question controversée. Attention, cela ne signifie pas que tous ceux qui veulent le référendum en Catalogne sont nécessairement pour l'indépendance. Ils veulent simplement pouvoir s'exprimer démocratiquement. Or, face à ce désir, on a un Etat qui a décidé de recourir à la force – il faut appeler les choses par leur nom. Cela ne va pas résoudre le problème. »

Alors ? L'ancien ministre-président reprend son bâton de pèlerin belge, lui qui a porté les intérêts des germanophones pendant quinze ans, de 1999 à 2014. « A ceux qui m'interrogent, je réponds qu'il faut prendre le processus belge en exemple, plaide-t-il. Nous avons quand même de l'expérience dans ce domaine. Le modèle belge ne peut être transposé en tant que tel, car l'histoire des décentralisations est différente d'un pays à l'autre. Mais le processus, lui, peut être utilisé, à savoir une négociation qui passe par différentes phases : des points de vue incompatibles s'expriment, cela fait grand bruit, on aboutit à un compromis à ce point compliqué que personne ne le comprend, ce qui permet à chacun de se déclarer vainqueur... » Ce n'est évidemment pas le représentant d'un pays régulièrement au bord de la séparation qu'une crise institutionnelle, aussi aiguë

soit-elle, va terroriser.

Il y a une différence significative, précise-t-il pourtant : « En Belgique, les Régions négocient entre elles. C'est →

→ dans cette concertation permanente que se situe le pouvoir politique réel. Tandis qu'en Espagne, nous avons affaire à un Etat qui négocie avec une tierce partie qui se définit en conflit par rapport à lui. » En d'autres mots, l'Etat belge serait l'arbitre que l'Etat espagnol ne peut pas être en Catalogne ? « Même pas, à vrai dire. En Belgique, ce qu'on appelle l'Etat est le résultat du compromis entre les Flamands, les francophones et les germanophones. » Nous serions en somme déjà passés, chez nous, à une forme d'Etat postmoderne, avec un pouvoir central en voie d'évaporation. En tenant compte des spécificités de chaque Etat, cela aussi peut être un modèle pour l'Europe. Et une aubaine pour répondre à la montée des populistes de tous bords.

« Une réponse au populisme »

D'une crise à l'autre, Karl-Heinz Lambertz a multiplié les voyages en Europe, ces dernières semaines, pour prendre le pouls d'une Union en plein doute. Séville, Valence, Bucarest, Dresde... En ex-Allemagne de l'Est, il a découvert une autre ambiance « infecte ». « C'était deux bonnes semaines après les élections allemandes, raconte-t-il. Les populistes de l'AfD sont devenus le principal parti de ce Land. Pourtant, c'est une région assez riche. Et il faut y chercher à la loupe les réfugiés... » Selon lui, cette angoisse – souvent irrationnelle – de lendemains qui déchantent est un des défis majeurs auxquels l'Europe doit faire face. « Si

« La seule issue pour l'Union européenne passera par l'action au niveau des villages, des villes, des Régions... »

cette peur n'est pas maîtrisée, vous pouvez régler les problèmes autant que vous voulez, cela ne changera rien. L'Autriche a 2 % de chômage, mais nous risquons d'y voir le parti populiste exploser aux élections du 15 octobre, au point qu'il va très probablement aller au gouvernement. Nous allons revivre la situation connue avec Jorg Haider, au début des années 2000. Tout cela en raison de la crainte de perte de la situation matérielle ou d'une peur identitaire – celle de voir les musulmans prendre nos places. »

La réponse à ce climat anxieux ? Elle est extrêmement difficile à formuler. « Ce qui est certain, c'est qu'aucun discours de Donald Tusk (président du Conseil européen), de Jean-Claude Juncker (président de la Commission) ou de qui que ce soit ne va résoudre ça, relève Karl-Heinz Lambertz. La seule issue passera par l'action menée au niveau des villages, des villes, des régions... là où les gens vivent. Beaucoup de problèmes – le chômage, → les migrations, le climat... – ne peuvent trouver de solutions qu'au niveau européen, mais celles-ci ne peuvent être concrétisées qu'à ce niveau de proximité. Une Union politique ne réussira que si elle est perçue positivement au niveau des territoires. Et elle ne le sera que si les gens, à ce niveau-là, ont la conviction qu'ils peuvent participer à la prise de dé-

cision. C'est ce processus très complexe qui est la raison d'être du Comité des régions. »

Le président de cette institution s'amuse : « C'est dire que le rôle du Comité ne va pas disparaître de sitôt. Comme les coiffeurs ou les croque-morts. » Plus sérieusement, il ajoute : « Une des terribles faiblesses de l'Union européenne actuelle, c'est que l'on n'a pas adapté son système décisionnel. Nous sommes passés à vingt-huit Etats membres en utilisant la même manière de décider qu'à l'époque où nous étions à six – j'exagère à peine. Lors des conseils des ministres de l'Union, la moitié de la réunion est passée sur l'agenda. Il reste alors à la présidence tournante de lire les conclusions déjà rédigées au préalable. Cela ne peut pas marcher comme ça ! D'autant que la toute-puissance du

Conseil pose des questions de légitimité démocratique. »

Oui, le Comité des régions devrait avoir davantage de pouvoir à ses yeux, même si l'heure n'est pas aux grandes réformes institutionnelles. « Nous devons avant tout résoudre des problèmes concrets, de préférence avant les élections européennes, sinon on va se retrouver avec un Parlement européen encore plus eurosceptique que le précédent, souligne Karl-Heinz Lambertz. Mais à terme, l'horizon de l'Union européenne doit être celui-là. Denis de Rougemont, le professeur suisse, pionnier du fédéralisme intégral, qui avait imaginé l'Europe des régions, pariait sur le fait que celle-ci prendrait la place des Etats. L'histoire a évolué différemment, mais la tendance

« La conviction que l'Europe reste la seule perspective souhaitable se consolide en moi chaque jour davantage »

à long terme va vers un renforcement de l'identité régionale. »

De là à adouber le principe du séparatisme ? « Il n'y a pas un droit divin ou universel selon lequel les Etats resteront toujours éternels. Il suffit de voir l'ONU en 1945 et aujourd'hui pour le comprendre. Mais au sein de l'Union européenne, c'est le bon sens, la raison et l'intérêt que l'on déploie tous les efforts possibles, imaginables et même inimaginables pour trouver des solutions d'équilibre interne. C'est aussi l'enseignement que je tire de plusieurs décennies au pouvoir en Belgique. » Le modèle belge, encore, comme gage de stabilité : on aura tout vu.

« L'Europe, seule perspective »

L'épreuve espagnole réveille pourtant les eaux dormantes un peu partout, y compris en Belgique où les élus de la N-VA expriment avec force leurs désirs

autonomistes en affichant les drapeaux catalans et où le vice-Premier fédéral Jan Jambon (N-VA) annonce un retour du communautaire en 2019. Cela ne déconcerte pas l'ancien numéro un germanophone. « Quand j'étais enfant, je voulais devenir astronome, tempère-t-il. L'espace m'a toujours fasciné. Quand on réfléchit à la configuration du monde sur des milliards d'années, et que l'on a 65 ans comme moi cette année, on se rend compte que tout cela est très relatif. » A l'heure du Brexit, des populistes et des déchirures nationalistes, ce roi européen sans couronne regarde le ciel en philosophe : « La conviction que l'Europe reste la seule perspective souhaitable se consolide en moi chaque jour davantage. Nous sommes vraiment une communauté de destins. »

Il pleut des bourrasques sur le quartier européen à Bruxelles. Karl-Heinz Lambertz s'abrite sous un parapluie pour se rendre à l'inauguration d'une exposition de photographies sur les frontières extérieures de l'Union. Ce n'est pas l'actualité, aussi préoccupante soit-elle, qui le détournera de son chemin. Au contraire, elle lui montre la voie à suivre. ♦